Vendredi

31 mai 1996 n° 286 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

Une réforme bâclée

La nouvelle est à la une des médias : "Jacques Chirac abolit le Service national obligatoire". Etonnante présentation des choses, comme si l'on voulait faire oublier que le Parlement définit l'organisation de notre Défense nationale (Art. 34 de la Constitution) et que c'est lui qui votera, dans quelques mois, la loi réformant le code du Service national.

Les socialistes sont d'accord pour transformer profondément le Service national, inadapté aux exigences actuelles de notre Défense. Mais la réforme de Jacques Chirac ne peut leur convenir. Mal préparée par un débat public trop court et tronqué, elle ne correspond pas au discours mystificateur du président de la République sur la nécessité de maintenir un lien entre l'armée et la Nation. Le "check-up" médico-social de quelques jours (un tout petit peu plus que les "3 jours" actuels) ne pourra pas permettre la formation des jeunes aux problèmes de défense, ni assurer un contact suffisant entre armée et jeunesse.

On ne voit pas non plus comment sera assurée la sélection des engagés volontaires, qui constitueront 20 % des effectifs de l'armée professionnelle ; ce problème du recrutement des "hommes de troupe" est pourtant déterminant pour la qualité et la motivation de notre armée de demain.

Dans quelques jours, l'Assemblée nationale aura à débattre de la loi de programmation militaire qui fixera les dépenses pour les six prochaines années, alors que la modification du Service national, avec ses implications financières, n'interviendra qu'en octobre prochain. Ceci est absurde et contribue un peu plus au sentiment de confusion que l'on ressent devant cette réforme bâclée.

Le vrai danger des mesures annoncées par Jacques Chirac est que les objectifs qui sous-tendent la réforme ne sont pas clairs... ou plutôt que l'on n'a pas voulu les afficher : S'agit-il d'adopter notre Défense à l'évolution des menaces militaires, inexistantes aujourd'hui, mais qu'en sera-t-il demain ? S'agit-il de faire des économies budgétaires ? S'agit-il de mettre l'armée française en conformité avec le nouveau rôle qu'on lui prépare dans le cadre de notre retour, bien discret, dans le giron de l'OTAN ?

Décidément, ce "rendez-vous citoyen" risque fort d'être un rendez-vous raté.

Paul Quilès

Député du Tarn
Délégué national
à la Défense auprès
du Premier secrétaire du PS



Service national : La fracture

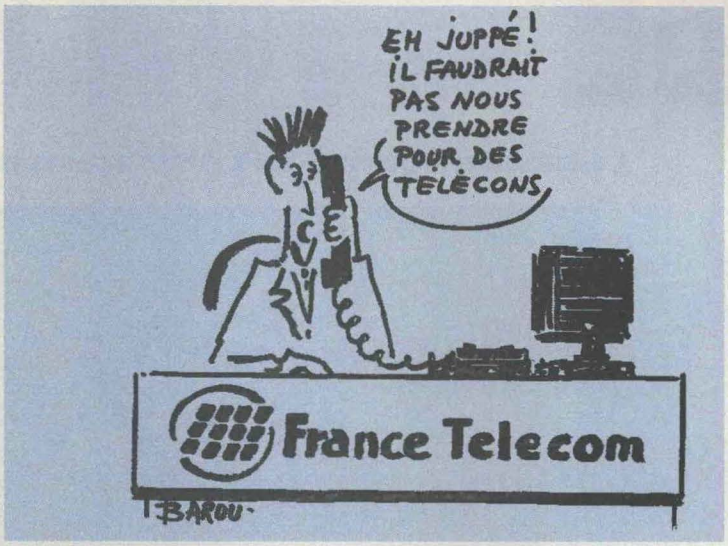
La France, l'Europe face à la mondialisation : Ce que veulent les Socialistes

Argumentaire de campagne

Améliorer Vendredi : Enquête auprès de nos lecteurs

Fondation Jean-Jaurès

ISSN 0995-0583



La privatisation de France Télécom

Le Parti socialiste est opposé à la privatisation de France Télécom et à sa mise sur le marché, en raison des risques que ce changement de statut fait peser sur le Service public, sur les usagers et sur l'emploi. Le statut actuel de France Télécom, issu de la loi de 1990, lui a permis de concilier efficacement sa mission d'intérêt général et sa performance économique tout en organisant des alliances internationales. Avec 150 000 salariés et 30 milliards d'investissements par an, France Télécom est le quatrième opérateur mondial, ce qui prouve que statut public, performance et égalité sont compatibles. La privatisation de France Télécom ne découle nullement des règles communautaires. Elle est liée au profit que tireront du démantèlement d'un service public performant des industriels proches du pouvoir en place à l'affût de cette nouvelle proie. Elle aura pour conséquences : l'augmentation de la facture payée pour les appels locaux ; l'égalité devant les prix remise en cause ; la suppression d'emplois, comme en Grande-Bretagne et en Allemagne, afin de soutenir les cours en bourse. Le processus en cours n'est pas irréversible et il faut aujourd'hui réintégrer France Télécom dans le Service public.

29 mai 1996

Vendredi - 10, rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174 Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

Directeur de la Publication : Jean Glavany • Directeur délégué de la Publication : Marc-Antoine Jamet - Responsable de la Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) - Économie : Monique Grima (78.70) - Photos : Pascal Lebrun - Maquette : Christine Lovinger Pascale Lecomte (78.92) - Edition : Eric Malerbes (78.92) - Publicité : Franck Accart (79 03) - J.J. Gastebois (78.09) - Secrétariat : Odile Fée (78.61)- Comptabilité : Michelle Boucher (79-04) - Abonnements : Sabine Sebah (78-57) - Photogravure : Dawant - Paris - Impression : PCE - (94) Saint-Mandé – Routage :Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 Ce numéro a été tiré à 113 500 exemplaires.

LA DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC : COMMUNIQUÉS DU BUREAU NATIONAL

Le Service public de l'audiovisuel

Le personnel de France 2, comme l'ensemble des salariés de l'audiovisuel public, témoigne, par sa mobilisation actuelle, de son souci de défendre le Service public de l'audiovisuel. Les socialistes tiennent à lui affirmer son plein soutien et comprend l'inquiétude et l'émotion qu'il a exprimées. Les pratiques choquantes, révélées ces dernières semaines dans la gestion de France Télévision, appellent à un traitement vigoureux en vue de corriger les dérives récemment constatées depuis la privatisation de TF1, résultat de la course à l'audience et du poids excessif des recettes publicitaires. Il faut interpeller le gouvernement pour qu'il prenne clairement des engagements forts garantissant à France 2 et aux autres chaînes publiques le renforcement des moyens nécessaires pour mener à bien, dans la transparence, leur mission de Service public.

29 mai 1996

LES PROCHAINES ÉMISSIONS DU PARTI SOCIALISTE DANS LE CADRE DES "EXPRESSION DIRECTE" SERONT DIFFUSÉES LES :

VENDREDI 7 JUIN SUR F2, vers 22h50 (avant Bouillon de culture).

SAMEDI 8 JUIN SUR F3, vers 18h20 (avant Questions pour un champion).

N'oubliez pas vos magnétoscopes.

La loi sur l'air manque de souffle

Les conséquences nocives de la pollution atmosphérique sont désormais établies par de nombreuses études épidémiologiques et représentent un problème grave de santé publique dans notre pays. Lors de l'examen du projet de loi sur l'air, au Sénat, le Groupe parlementaire socialiste a voulu débattre sans a priori et dans un esprit constructif avec le ministre Corinne Lepage.

Mais nous avons été déçus par le manque d'ambition d'une loi où subsistent trop de zones d'ombre, trop d'interrogations quant à ses traductions concrètes ou ses financements. "Passé à la moulinette" interministérielle, c'est un texte de compromis qui nous a été présenté, avant tout symbolique et incitatif, plutôt que contraignant et novateur, par rapport à la législation existante.

Aussi, le Groupe socialiste a proposé, au moyen d'amendements, de tarir la source des émissions polluantes en ville par le développement des transports collectifs propres, d'accorder dans les futurs Plans de déplacements urbains une place préférentielle aux transports en commun, et d'inciter la population à les utiliser, par leur gratuité et l'augmentation de leur cadence, lorsque les seuils d'alerte sont atteints. Il est regrettable que le Sénat ne nous ait pas suivis.

Néanmoins, un de nos amendements a été adopté, qui introduit dans cette loi les principes de précaution ou d'action préventive issus du sommet de Rio en 1992, et, plus encore, un grand principe démocratique : l'accès pour chacun aux informations relatives à l'environnement.

En définitive, après avoir dénoncé la baisse des moyens financiers consacrés à l'environnement, le Groupe socialiste s'est prononcé par une abstention vigilante sur un texte globalement insuffisant, qui prouve, une fois de plus avec ce gouvernement, que le fossé est grand entre le verbe et la réalité.

Prenons date avec nos concitoyens qui n'accepteront pas indéfiniment les conséquences des nuisances atmosphériques sur leur santé, pour qu'un jour s'engage dans notre pays une politique volontaire de lutte contre la pollution de l'air.

René Rouquet,
Sénateur socialiste du Val-de-Marne

A la suite de la Convention nationale de l'Haÿ-les-Roses, des 30 et 31 mars, qui a conclu le débat «la France, l'Europe, face à la mondialisation», la direction du parti a voulu résumer les propositions issues de ces travaux. Ce texte est réalisé pour vous servir d'argumentaire dans vos interventions sur le terrain, pour vos tracts, ou pour des articles dans la presse locale.

La France, l'Europe face à la mondialisation



La mondialisation est la réalité du monde d'aujourd'hui. En elle-même, elle ouvre beaucoup de perspectives potentiellement positives. Mais la manière dont elle s'opère et dont l'Europe s'y insère inquiète légitimement les peuples de France et d'Europe. La libéralisation des échanges s'étend à tous les secteurs économiques. Le capital circule désormais sans contrôle, sans délais, sans coût. Cette domination de la sphère financière avantage la rente et condamne les investissements productifs, privilégie le court terme sur le long terme et conduit à la dégradation de l'environnement, favorise les délocalisations et fragilise la situation de la main d'œuvre non qualifiée.

Fondation Gabriel Péri

Ce que veulent les socialistes :

FACE À LA MONDIALISATION

1

Refuser l'uniformisation culturelle et préserver l'identité de la France et de l'Europe en soutenant les créations et en prenant les moyens de diffuser nos productions et nos idées.

2

Affirmer une conscience planétaire par l'adoption d'un modèle de développement durable qui intègre trois dimensions :

Écologique

➨ gérer la planète en évitant toute atteinte irréversible à ce patrimoine.

Économique

➨ s'inscrire contre une croissance zéro et contre une croissance sauvage, économiste et financière.

Sociale

➨ implique à la fois l'accès à un bien-être élevé pour tous et la participation des citoyens de chaque pays à ce développement.

METTRE EN PLACE UNE RÉGULATION MONDIALE

Notre objectif est de bâtir l'Europe pour pouvoir agir plus efficacement dans les directions suivantes :

1

La monnaie

Par la mise en œuvre de la monnaie unique nous voulons engager nos partenaires européens dans le combat pour un retour aux parités fixes, ou tout au moins à un véritable système international des régulations monétaires.

2

Le commerce

Un pas important a été franchi avec la création de l'Organisation mondiale du commerce. Mais il faut très vite exiger un conseil exécutif où chaque partenaire serait représenté en fonction de son poids dans le commerce international.

3

Le droit social

Par le respect des droits fondamentaux des travailleurs, en faisant en sorte que tous les pays européens puissent parler d'une seule voix au sein de l'Organisation internationale du travail. Partout doit s'imposer l'idée d'un salaire minimum et celle de droits sociaux dérivés du travail.

4

Le droit de l'environnement

Le commerce international doit s'accompagner de l'application très forte du principe pollueur-payeur ; partout dans le monde l'utilisation des ressources naturelles doit être facturée.

5

Le contrôle des métiers financiers

Il est indispensable de développer la coopération internationale entre autorités de contrôle grâce à des échanges d'informations et des règles harmonisées en matière de solvabilité.

6

La lutte contre les mouvements de capitaux spéculatifs

Par l'instauration, d'abord, d'une taxe de 1/1000 des capitaux financiers qui viendrait abonder les réserves de la banque centrale du pays à l'origine de la transaction.



FAIRE FACE AUX CRISES

1

En créant un Conseil de sécurité économique associant à l'actuel G7, la Chine, l'Inde, la Russie, ainsi que les présidents en exercice des grandes organisations régionales d'Afrique, d'Amérique Latine, d'Asie et du Pacifique.

2

En s'engageant résolument dans la voie de la réforme du Conseil de sécurité avec l'entrée de l'Allemagne et du Japon, sans se limiter aux seuls pays industrialisés.

3

En reconnaissant à part entière l'objectif de prévention des crises par la mise en œuvre d'une diplomatie préventive liée, pour être efficace, à une politique d'intervention, au besoin militaire.

CONSTRUIRE L'EUROPE

1

Redonner du sens à l'Europe, c'est pour nous, socialistes, affirmer que :

La construction européenne doit être sociale et citoyenne sous peine de mettre l'édifice en péril. Maastricht est désormais derrière nous, et si le volet économique se déroule comme prévu, en matière d'Europe sociale et politique, les progrès sont lents.

L'Union européenne doit retrouver du sens. Il y a 50 ans, il s'agissait de rendre la guerre impossible, il s'agit dorénavant de défendre les valeurs de démocratie, de tolérance, et un modèle social spécifique.

2

Pour une politique économique et sociale de gauche, pour la croissance et l'emploi, en France et en Europe.

Une Europe de la croissance

L'Europe constitue la voie la plus naturelle et la plus efficace pour maîtriser la mondialisation et assurer un développement durable en préservant les systèmes de protection sociale.

Mais pour cela il faut une Europe de la croissance qui passe :

• par une politique de relance concertée au niveau européen,

• par le lancement d'un grand emprunt de l'Union pour financer des grands travaux d'infrastructures, de communications et de rénovation des banlieues.

La monnaie unique : un outil au service d'un projet économique et politique

La monnaie unique n'est pas une fin en soi mais permet de supprimer la spéculation entre et sur les monnaies européennes, coûteuses pour les entreprises et préjudiciables à la croissance, de baisser les taux d'intérêts, de peser sur le système monétaire international pour obtenir une stabilisation des taux de change.

3

Pour un contrat social européen

Le mouvement social de novembre-décembre 1995 a confirmé la nécessité de donner à l'Europe un contenu social fort :



Fondation Léon Jaurès

• en mettant fin à l'exception britannique et à toute demande d'exemption sociale afin que tous les pays adhèrent au protocole social qui doit être pleinement intégré dans le traité de Maastricht ;

• en faisant en sorte que la politique commerciale de l'Union sauvegarde notre protection sociale et notre droit au travail ;

• en renforçant le Comité permanent de l'emploi et en rendant sa consultation obligatoire sur les questions économiques et sociales ;

• en reconnaissant explicitement la place des services publics, à égalité avec le droit à la concurrence et la régulation du marché ;

• en décidant la mise en œuvre, au niveau européen, d'un salaire minimum européen garanti ;

Ce projet doit faire prévaloir, au sein de l'Europe, l'idée d'un contrat social européen en engageant sur cette voie toute la gauche européenne et les mouvements syndicaux.

4
Faire de l'Europe une puissance du XXIe siècle.

Pour une Europe de la culture

L'Europe, comme la France, doivent préserver leurs droits à l'identité, à la solidarité et à l'originalité en mettant en valeur le capital humain attaché à nos pays...

Pour une politique étrangère et de sécurité commune

La grande faiblesse de l'Union est qu'elle n'a pas encore de politique étrangère commune propre. Il faut rapidement :

• définir nos intérêts de sécurité communs ;

• clarifier le processus de décision politique dans l'action commune en étendant le principe de la décision à la majorité qualifiée au domaine de la politique étrangère sans que cela soit une contrainte pour un engagement militaire ;

• s'engager plus avant dans la création d'une force d'intervention européenne.

5
Pour une Europe politique, fédération d'Etats-nations.

Deux idées guident notre vision de la construction européenne : l'efficacité et la transparence démocratique.

• L'efficacité dépend principalement du vote à la majorité qualifiée et d'une reconsidération du rôle de la Commission.

• La transparence suppose que le Parlement européen et les parlements nationaux contrôlent davantage le Conseil et la Commission, et que soit élaborée une véritable constitution européenne qui affirme les objectifs de l'Union et clarifie le rôle et les pouvoirs de ces instances.

Pour cela, la CIG est une étape majeure comme ensuite l'élargissement. Si ces étapes étaient bâclées, cela mettrait gravement en péril la construction de l'Europe puissante, généreuse et sociale que nous voulons.

AGIR AU NIVEAU NATIONAL RESTE À LA FOIS NÉCESSAIRE ET POSSIBLE

L'affirmation d'un projet politique pour l'Europe ne dispense pas d'une action au niveau national et d'un projet fort pour la France.

Les Français souffrent de la politique actuelle du gouvernement laquelle, malgré les promesses du candidat Chirac, est une politique libérale qui étouffe la consommation et tarit la croissance.

La France doit être l'élément moteur de la régulation au niveau mondial et prendre toute sa place dans un gouvernement économique de l'Europe, face à la Banque centrale, pour la politique de change externe, la politique budgétaire, les relations économiques et financières internationales, en gardant toutes les marges de manœuvre nécessaires sur la politique de l'emploi, la réduction du temps de travail, la fiscalité, l'aménagement du territoire, la protection sociale et l'éducation.



La ville de Neuilly-sur-Marne recherche :

ÉLECTRICIEN

(titulaire d'un CAP ou BEP) pour son centre technique

Avantages :
statutaires, régime indemnitaire, 13e mois

Adresser CV + photo à :
Monsieur le Maire
BP 40 - 93331
NEUILLY-SUR-MARNE CEDEX

District d'Hénin-Carvin

Pas-de-Calais 130 000 habitants
recrute

Secrétaire Général-Adjoint

Cadre d'emploi des directeurs

MISSIONS :
- Coordonner, sous l'autorité du secrétaire général, l'ensemble des directions et services administratifs ;
- Préparation, mise en œuvre et suivi des décisions du Conseil et des Commissions ;
- Responsable des services juridiques et contentieux.

PROFIL :
- Expérience dans une fonction similaire ;
- Parfaite connaissance des collectivités territoriales et des questions juridiques ;
- Dynamisme, disponibilité et sens des relations humaines.

Adresser candidature manuscrite avec CV et photo à :
Monsieur le Président du District d'Hénin-Carvin - Hôtel du District
242 boulevard Schweitzer - BP 129
62253 HÉNIN-BEAUMONT CEDEX

Le Front Populaire à l'OURS

Parmi les publications éditées par l'OURS depuis 1969, certaines d'entre elles concernent le Front Populaire ou Léon Blum :

DANS LA SÉRIE "HISTOIRE DU PARTI SOCIALISTE SFIO 1905-1969" :

- n° 69 ➡ 1935-1936 : de l'unité d'action au Front populaire
- n° 71 ➡ 1936 : le premier gouvernement à direction socialiste
- n° 75 ➡ 1936-1937 : L'expérience gouvernementale
- n° 80 ➡ 1936-1937 : La leçon de l'expérience gouvernementale

DIVERS :

- n° 4 ➡ Léon Blum au congrès de Tours. Les 21 conditions
- n° 9 ➡ Léon Blum et le néo-socialisme
- n° 33 ➡ L'histoire du mouvement ouvrier et socialiste
- n° 108 ➡ Il y a 30 ans disparaissait Léon Blum
- n° 205 ➡ Les socialistes et le pouvoir 1905-1992. Débat avec Alain Bergounioux ; Léon Blum et le pouvoir

Chaque *Cahier et Revue de l'OURS* est vendu 20 F port compris (pour toute commande s'adresser à l'OURS, 86, rue de Lille, 75007 Paris Tel : 45 55 08 60 Fax : 45 55 66 33)

République Française Département de l'Essonne
VIRY CHATILLON

Recrute selon conditions statutaires exclusivement

Un Attaché

responsable du service Secrétariat Général (encadrement 4 personnes)

Missions :
- Préparation et suivi des réunions du Bureau Municipal
- Préparation et suivi des séances du Conseil Municipal
- Etudes juridiques et prise en charge des dossiers contentieux
- Gestion des assurances de la ville.

Profil :
- Formation juridique
- Rigueur et organisation
- Expérience similaire significative.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. à Monsieur le Maire, Service des ressources humaines, Place de la République, 91178 VIRY-CHATILLON cedex

Salari

De toi à moi

■ Vends Pointe-à-Pitre, «Les Terrasses de la Loge» -résidentiel- proximité CHRU, appt. 2/3 pièces + 3 loggias, rez-de-chaussée. Prix à débattre.
Tél. : 19 (590) 99 03 49 (HR).

■ 06 - Roquefort-les-Pins (arrière-pays niçois), loue maison, 6 pers, confort, grand terrain, calme, 20mn de la plage, golfs, commerces à proximité. 1ère quinzaine de juillet : 5000 F. 2e quinzaine d'août : 5000 F. Juin et septembre 2000 F la semaine.
Tél. : (16 1) 42 55 73 42 (répondeur).

■ Danemark, loue confortables chalets sur la riviera danoise. Situation tranquille. A seulement 10h de Paris.
Tél : 53 40 92 00.

■ Portugal, 50 km de Lisbonne, loue maisons de particuliers dans village de pêcheurs typique bord de mer.
Tél : 53 40 92 01.
VL. Carr 47500 Fumel.

■ 40 - Linxe, côte Landes, nature, océan et lac à proximité 10 mn. Vos vacances au calme, en famille. Mobil homes dispon. 29/6 au 6/7 et 17/8 au 7/9. Camp. Munic***.
Tél. : 58 42 90 00. HB.

■ H. 26 ans, IEP et DESS. Aménagement. 3 ans d'exp. en coll. locales. Connaissances en aménagement du territoire et en urbanisme opérationnel. Recherche poste Paris-Région parisienne. Accepte également poste d'attaché parlementaire.
Tél. 47 57 67 79 en prov. et (1) 43 67 44 76 à Paris.

■ En Dordogne, merveilleuse forêt de La Double et ses étangs : chambre d'hôte, stages poterie, tissage, cuisine et art de la table, théâtre, peinture.
Rens. Tél. : 53 90 82 85 ou 53 90 85 11.

■ F. 30 ans, secrétaire du maire, «placardée» suite chgt. municipalité, recherche emploi, dispo., motivée. Étudie toutes propositions Paris et Région parisienne sud.
Tél. : 69 28 26 42.

■ Découvrez nature sauvage et méconnue des Alpes Maritimes versant Italie, randonnées tous types. Idea Montagna -Via Morozzo 14 - 12100 CUNEO ITALIE.
Tél. : 19 39 171 40 18 79.

200 F l'annonce de 5 lignes
500 F les trois passages
28 signes par ligne

chèque à l'ordre de Vendredi
10, rue de Solferino

1936 — *exposition*

Le Front Populaire



L'association des Ecrivains manifeste avec le Front Populaire

- 21 tableaux historiques de 1933 à 1939
- 1 affiche annonce
- 1 livre de Roger Bordier *«J'étais enfant en 1936»* éditeur : Le Temps des Cerises
- 1 spectacle musical *«36 ou la Belle Embellie»* réalisé par Martine Sarri avec 3 artistes.

1996

Art ASSOCIATION REFLETS DU TEMPS

ART • 6, ALLÉE DU PROGRÈS • 93120 La COURNEUVE
TÉL 48 33 17 89 • FAX 48 33 06 66

QUESTIONS À NOS LECTEURS

Vendredi, votre journal, a bien sûr des qualités mais aussi des défauts. Il ne demande qu'à s'améliorer, avec vous. Pour cela, nous vous proposons de répondre à ce questionnaire afin de mieux connaître vos attentes. Nous comptons sur votre participation.

1) Lorsque vous recevez Vendredi :

- ❒ Vous ne l'ouvrez pas
- ❒ Vous le lisez entièrement
- ❒ Vous le feuilletez
- ❒ Vous choisissez des rubriques

Dans ce cas quelles sont-elles ?

.....

.....

.....

- ❒ Sans opinion

2) Vous lisez Vendredi :

- ❒ Toutes les semaines
- ❒ Souvent
- ❒ Rarement
- ❒ Jamais

3) Dans votre entourage, qui lit Vendredi ?

- ❒ Votre conjoint(e)
- ❒ Votre entourage familial
- ❒ Vos amis
- ❒ Autres

Selon vous, combien de personnes cela fait-il ?.....

4) Au sujet des articles, vous diriez que leur lecture est dans l'ensemble :

- ❒ Tout à fait facile
- ❒ Assez facile
- ❒ Assez difficile
- ❒ Très difficile
- ❒ Sans opinion

5) Les articles de Vendredi sont-ils pour vous une source d'information utile ?

- ❒ Oui
- ❒ Non
- ❒ Sans opinion

6) Votre préférence irait pour davantage (deux réponses possibles) :

- ❒ D'éditoriaux (prises de position) de responsables du PS
- ❒ D'enquêtes de terrain
- ❒ De portraits ou d'interviews d'invités extérieurs au PS
- ❒ De débats sur nos propositions
- ❒ De dossiers sur des sujets d'actualité
- ❒ De modèles de tracts et d'argumentaires

7) Vous préféreriez que Vendredi soit un hebdomadaire :

- ❒ Sur la vie interne du parti
- ❒ Tourné sur l'actualité en général
- ❒ Ou sur les deux
- ❒ Ne se prononce pas

8) Quelles critiques adressez-vous à Vendredi ?

- ❒ Délai trop long d'acheminement
- ❒ Manque de confort de lecture
- ❒ Manque de clarté d'ensemble
- ❒ Manque de débat de fond
- ❒ Sans opinion

9) En général, Vendredi paraît une fois par semaine. Votre préférence irait vers :

- ❒ Reste un hebdomadaire de 16 pages
- ❒ Parution tous les 15 jours mais avec le double de pages
- ❒ Une pagination variable selon l'actualité (entre 8 et 24 pages)

10) Quelles remarques ou quels souhaits feriez-vous au sujet de Vendredi ?

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

11) En matière de presse, quelles sont vos lectures habituelles ?

- ❒ Presse locale
- ❒ Quotidien national
- ❒ Hebdomadaire
- ❒ Aucune en particulier
- ❒ Ne se prononce pas

12) Vous êtes :

❒ Un homme ❒ Une femme

13) Votre âge :

- ❒ 18-24 ans
- ❒ 25-34 ans
- ❒ 35-49 ans
- ❒ 50-64 ans
- ❒ 65 ans et +

14) Votre niveau de diplôme

- ❒ BEPC, CAP, BEP
- ❒ Baccalauréat
- ❒ Enseignement supérieur

15) Depuis quand êtes-vous membre du PS ? .....

16) Avez-vous des responsabilités au sein du PS ?

❒ Oui ❒ Non

À remplir et renvoyer au plus tard pour le 14 juin 1996 à :

Enquête Vendredi - Parti socialiste
10 rue de Solferino
75333 PARIS CEDEX 07

286

Vendredi

UN AN 280F

❒ Mme ❒ Mlle ❒ M.

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Ville..... Code postal.....

Signature :

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "Vendredi" 10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 7. Chèques à l'ordre des "Editions de l'an 2 000".

Pour les abonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

Dom-Tom/CEE : 400 F
Autres pays : 600 F
Institutions : 500 F

Fondation Jaurès